

## CNDD-FDD : les frondeurs avancent désormais à visage découvert

RFI, 24-03-2015 Burundi : le président Nkurunziza contesté au sein même de son parti Au Burundi, le président Pierre Nkurunziza n'a jamais caché son intention de briguer un troisième mandat lors de la présidentielle prévue cette année, mais les obstacles semblent s'annoncer sur sa route. Cette fois, il doit faire face à une fronde issue de son camp et qui est conduite par des proches, notamment son porte-parole ou celui du parti. Cette opposition interne n'est pas à la prendre à la légère. Jusqu'ici, Pierre Nkurunziza devait faire face à une société civile très active et à une opposition politique déterminée à lui barrer la route d'un troisième mandat. Mais leurs menaces d'appeler la population burundaise à descendre dans la rue s'il annoncera sa décision, les réticences de la communauté internationale ne l'ont pas dissuadé de renoncer à son projet.

Fort du soutien des hauts gradés de l'armée et de la police, issus de l'ex-rébellion aujourd'hui au pouvoir, Pierre Nkurunziza, qui est aussi le président du Conseil des sages, l'organe de décision de ce parti, pensait avoir toutes les cartes en main. Ce n'est pas le cas. La guerre entre les deux camps au sein de son parti a éclaté au grand jour et les frondeurs avancent désormais à visage découvert. Depuis deux jours, leur pétition circulait secrètement à travers tout le Burundi. Elle aurait déjà recueilli entre 100 et 300 signatures de hauts cadres du parti présidentiel burundais, selon les sources. En tête, Léonidas Hatungimana, le propre porte-parole du président Pierre Nkurunziza, ou encore, Onésime Nduwimana, jusqu'ici porte-parole du parti CNDD-FDD au pouvoir. Sur cette longue liste, on trouve également la présidente de la ligue des femmes de ce parti, des députés, un gouverneur de province et de hauts cadres de plusieurs ministères. Ces personnalités demandent au président Pierre Nkurunziza d'entendre la voix de la majorité des militaires de son parti qui lui demandent, à l'instar de la population, de ne pas briguer un troisième mandat en juin. Les frondeurs pensent aujourd'hui qu'ils ont avec eux la majorité silencieuse du parti au pouvoir. Ils demandent que le congrès du parti, qui doit choisir son candidat à la présidentielle avant fin avril, soit démocratique. Mais leurs voix semblent ne pas avoir été entendues jusqu'ici. Le porte-parole du parti au pouvoir a déjà payé son audace. Onésime Nduwimana a été mis de ses fonctions ce lundi matin. D'autres frondeurs assurent recevoir des menaces de mort de la part des services secrets burundais. Ni la présidence burundaise, ni le parti n'ont voulu réagir jusqu'ici. Mais un proche du président reconnaît la mort dans l'âme que « l'heure est grave ».